

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

LE CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de

saisi par

door

le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg

le 14 décembre 1943
d'une demande d'avis
sur

verzocht, hem
van advies te dienen over

un projet d'arrêté du Roi portant règlement d'ordre de l'Etat du 6 juillet 1943, relatif à l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de personnes

een ontwerp van de Koninklijke Verordening van het Koninkrijk van de Regent van 6 juli 1943, betreffende de toekenning van een complementaire toelage aan zekere categorieën van personen

a donné en sa séance du

heeft ter zitting van

l'avis suivant :

het volgend advies uitgebracht

~~XXXXXXXXXXXXX.~~

=====

I.

Pour des raisons de concordance générale, il est utile de mentionner dans le préambule des arrêtés les lois dont ils sont l'exécution ainsi que les arrêtés auxquels les textes nouveaux se réfèrent à l'exception de ceux qu'ils abrogent. En conséquence, le Conseil d'Etat propose de mentionner la loi du 6 juillet 1948 et l'arrêté du Régent du 21 mars 1945.

2.

Le Conseil d'Etat propose de mentionner dans le préambule l'avis motivé qu'il est légalement appelé à donner.

3.

Le second alinéa de l'article 1er du projet reproduit en grande partie le 4° de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 6 juillet 1948. En en reprenant les termes, il évite toutes discussions sur les interprétations acquises.

Le Conseil d'Etat s'abstient pour ce même motif de suggérer aucune modification de forme et il propose même d'éviter la transposition du mot "ou" dans la phrase reproduite et de dire :

" Sont bénéficiaires d'une indemnité d'incapacité primaire
" ou d'invalidité, de repos d'accouchement.....etc".

Le seul changement qui modifie le 4° de l'article 2 du susdit arrêté provient de l'insertion des mots suivants :
"de repos d'accouchement, ou sont exclues de ces indemnités
"en vertu de la même réglementation,.....".

..../..

Le gouvernement n'entend cependant pas étendre l'octroi des allocations compensatoires à toutes les personnes qui échappent à la réglementation sur l'assurance maladie-invalidité obligatoire, mais prenant en considération les seules personnes qui sont soumises à cette réglementation, il garantit le paiement des allocations compensatoires à celles qui, soumises à cette réglementation sont exclues des indemnités d'assurance par l'application de l'article 89 de l'arrêté du 21 mars 1945.

Il résulte même des renseignements donnés que cette disposition ne concerne que les seules personnes qui sont exclues en raison des 4° et 5° de cet article 89.

Il serait prudent de le dire explicitement dans l'arrêté.

4.

Pour des raisons de concordance générale, le Conseil d'Etat souhaite que l'exécutoire de l'arrêté et la mise en vigueur fassent l'objet de dispositions distinctes.

5.

D'après le projet, l'arrêté rétroagirait au 1er novembre 1948.

En réduisant pour la catégorie qu'il désigne l'allocation compensatoire à 2 francs, le projet d'arrêté n'enlève à personne un droit résultant de l'arrêté du 6 juillet 1948.

En effet, cet arrêté, le jour même de sa date, était limité dans son application par la loi du 6 juillet, mise en vigueur rétroactivement à la date du 1er juin. Cette loi octroyait une augmentation de salaire qui remplaçait les allocations compensatoires touchées par certaines personnes.

../..

L'arrêté actuel réduit les allocations de celles d'entre elles qui reçoivent des indemnités accrues à la suite de cet accroissement de salaire, contre-partie des allocations compensatoires.

Il n'est, en réalité, sous ce rapport, qu'une application de la dite loi. La restriction qu'il comporte ne retire donc pas un droit qui pourrait être soutenu en invoquant l'arrêté du 6 juillet 1948.

D'autre part, le Conseil d'Etat n'a pas à examiner en vertu de quelle disposition l'allocation de 4 francs reste intégralement payée jusqu'au 1er novembre, parce que l'objet du présent arrêté n'est pas d'établir ce droit bien qu'indirectement l'arrêté semble le tenir pour acquis.

o o o

Le Conseil d'Etat propose donc le texte suivant :

ARRETE DU REGENT MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT ^(une)
DU 6 JUILLET 1948, RELATIF A L'OCTROI D'ALLOCA-
TION~~S~~ COMPENSATOIRE~~S~~ A CERTAINES CATEGORIES
DE PERSONNES.

=====

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 6 juillet 1948, octroyant une majoration
de salaire en contre-partie de certaines allocations compen-
satoires;

Vu l'arrêté du Régent du 6 juillet 1948, relatif à l'oc-
troi d'^(une)allocation~~s~~ compensatoire~~s~~ à certaines catégories de
personnes, et spécialement le 4° de l'article 2;

../..

Vu l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 concernant l'organisation de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, modifié par les arrêtés du Régent des 11 juin et 11 décembre 1945, 16 février 1946 et 28 mars 1947;

Considérant que depuis le 1er juin, la rémunération qui sert de base au calcul des indemnités octroyées, à charge de l'assurance maladie-invalidité obligatoire, aux personnes salariées incapables de travailler pour cause de maladie ou période de repos d'accouchement, a été majorée en contrepartie de certaines allocations compensatoires;

Considérant que, dès lors, les indemnités octroyées par les organismes assureurs de l'assurance maladie-invalidité obligatoire comprennent déjà, dans certains cas, 60 p.c. de l'allocation compensatoire;

Considérant que l'indemnité prévue par la réglementation sur l'assurance maladie-invalidité obligatoire est calculée par tranches de salaire et non pas en proportionnalité directe;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de réduire dans certains cas le taux de l'allocation compensatoire octroyée aux catégories de personnes visées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le 4° de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 6 juillet 1948, relatif à l'octroi d'^{une} allocations compensatoires à certaines catégories de personnes, est modifié comme suit :

" A l'exception de celles qui bénéficient déjà des dispositions du 1° ci-dessus, les personnes qui sont incapables

../..

"de travailler et qui, en vertu de la réglementation sur
"l'assurance maladie-invalidité obligatoire, sont bénéfi-
"ciaires d'une indemnité d'incapacité primaire ou d'in-
"validité, de repos d'accouchement, ou sont exclues de
"ces indemnités en vertu de la même réglementation, ainsi
"que les femmes qui, étant en état de grossesse, ont in-
"terrompu le travail pour se reposer au plus tôt à partir
"du 5e mois de gestation.

" Le montant de l'allocation compensatoire est de 2
"francs par journée d'incapacité de travail ou de repos
"d'accouchement au sens de la réglementation sur l'assu-
"rance maladie-invalidité obligatoire, lorsque le salaire
"d'après lequel est déterminée l'indemnité a été majoré
"par application de la loi du 6 juillet 1948.

" Le montant de l'allocation compensatoire est de 4 francs
"par journée d'incapacité de travail ou de repos d'accouche-
"ment, lorsque le salaire d'après lequel est déterminée l'in-
"demnité n'a pas été affecté par la majoration octroyée en
"vertu de la dite loi."

Article 2.-

Le présent arrêté sort ses effets à dater du 1er novem-
bre 1948.

Article 3.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et
le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyen-
nes sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance
sociale,

Le Ministre des Affaires économiques et des
Classes moyennes,

1.

Terwille van de algemene overeenstemming is het nuttig, in de inleiding van de besluiten, de wetten te vermelden ter uitvoering waarvan deze besluiten genomen worden, evenals de besluiten waar de nieuwe teksten naar verwijzen, met uitzondering van die welke zij opheffen. Derhalve stelt de Raad van State voor, melding te maken van de wet van 6 Juli 1948 en van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945.

2.

De Raad van State stelt voor, in de inleiding, melding te maken van het gemotiveerd advies dat hij volgens de wet moet uitbrengen.

3.

De tweede alinea van artikel 1 van het ontwerp neemt grotendeels het 4° van artikel 2 van het besluit van de Regent van 6 Juli 1948 over. Door de bewoordingen er van over te nemen ontwijkt deze alinea alle discussies over de interpretaties die er tot dusver aan gegeven werden.

De Raad van State onthoudt zich er om dezelfde reden van enige wijziging in de vorm aan te bevelen en stelt zelfs voor te vermijden dat het woord "of" ~~in~~ de overgenomen zin van plaats zou veranderen; men leze dus: "... een vergoeding van primaire ongeschiktheid tot werken of invaliditeit, voor rust bij bevalling genieten ...".

De enige verandering, waarbij het 4° van artikel 2 van het bovengenoemd besluit gewijzigd wordt, vloeit voort uit de inlassing van de volgende woorden: " voor rust bij bevalling ..., of die krachtens dezelfde reglementering " van het recht op deze vergoedingen uitgesloten zijn, ...".

Het ligt evenwel niet in de bedoeling van de regering, de toekenning van compensatieuitkeringen uit te breiden tot al de personen op dewelke de reglementering betref-

treffende de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit niet toepasselijk is, doch alleen de personen/^{in aanmerking}nemend die aan deze reglementering onderworpen zijn, waarborgt zij de betaling van de compensatieuitkeringen aan hen die, aan de reglementering onderworpen, van het recht op de vergoedingen voor verzekering, bij toepassing van artikel 89 van het besluit van 21 Maart 1945, uitgesloten zijn.

Uit de verstrekte inlichtingen blijkt zelfs dat deze bepaling alleen de personen betreft die krachtens 4° en 5° van dit artikel 89 uitgesloten zijn. Voorzichtigheidshalve zou dit in het besluit uitdrukkelijk kunnen gezegd worden.

4.

Terwille van de algemene overeenstemming acht de Raad van State het wenselijk, dat de last tot tenuitvoerlegging van het besluit en het inwerkingtreden het voorwerp zouden zijn van afzonderlijke bepalingen.

5.

Volgens het ontwerp zou het besluit terugwerkende kracht hebben en op 1 November 1948 in werking treden.

Het ontwerp van besluit, waar het voor de categorie die het aanwijst, de compensatieuitkering vermindert tot 2 frank, ontnemt aan niemand een recht dat zou voortvloeien uit het besluit van 6 Juli 1948.

Inderdaad, de dag zelf van zijn dagtekening was dit besluit in zijn toepassing begrensd door de wet van 6 Juli, die met terugwerkende kracht op 1 Juni in werking trad. Deze wet kende een loonverhoging toe ter vervanging van de compensatieuitkeringen die sommige personen hadden ontvangen.

Het voorgelegde besluit vermindert de uitkeringen van hen die verhoogde vergoedingen ontvangen ten gevolge van deze loonsverhoging, tegenprestatie van de compensatieuitkeringen.

In dit opzicht is het besluit, in werkelijkheid, enkel een toepassing van de bedoelde wet.

De beperking die het bevat ontnemt dus geen recht dat

zou kunnen gesteund worden op het besluit van 6 Juli 1948.

Verder hoeft de Raad van State niet te onderzoeken krachtens welke bepaling de uitkering van 4 frank integraal betaald blijft tot 1 November daar dit besluit niet tot doel heeft dat recht te vestigen, hoewel het besluit het recht indirect als verkregen blijkt te beschouwen.

o o o

De Raad van State stelt derhalve de volgende tekst voor:

BESLUIT VAN DE REGENT HOUDENDE WIJZIGING VAN
HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 6 JULI 1948 BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN EEN COMPENSATIEUITKERING
AAN ZEKERE CATEGORIEËN VAN PERSONEN.

=====

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 6 Juli 1948, houdende toekenning van een loonsverhoging als tegenprestatie van sommige compensatievergoedingen;

Gelet op het besluit van de Regent van 6 Juli 1948, betreffende de toekenning van een compensatieuitkering aan zekere categorieën van personen, en inzonderheid op het 4° van artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, betreffende de organisatie van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 11 Juni en 11 December 1945, 16 Februari 1946 en 28 Maart 1947;

Overwegende dat de bezoldiging die tot grondslag wordt genomen voor het berekenen van de vergoedingen, welke ten laste van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit worden toegekend aan de loontrekkende personen,

die wegens ziekte tot werken ongeschikt zijn of die een rustperiode bij bevalling doorbrengen, van 1 Juni af werd verhoogd als tegenprestatie van sommige compensatieuitke-
ringen;

Overwegende dat, derhalve, in sommige gevallen, 60 t.h. van de compensatieuitkering begrepen is in de vergoe-
dingen, die door de verzekeringsorganismen der verplichte
verzekering tegen ziekte en invaliditeit worden toegekend;

Overwegende dat de, bij de reglementering, betref- fende de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, voorziene vergoeding wordt berekend op grond van loonreeksen en niet naar rechtstreekse verhouding;

Overwegende dat het dienvolgens aangewezen is, in
sommige gevallen, het bedrag te verminderen van de compen-
satieuitkering, die aan de bedoelde categorieën van personen
wordt toegekend;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en So- ciale Voorzorg en van de Minister van Economische Zaken en Middenstand,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Artikel 1.-

Het 4° van artikel 2 van het besluit van de Regent van 6 Juli 1948 betreffende de toekenning van een compensatie- uitkering aan zekere categorieën van personen, wordt als volgt gewijzigd:

" Met uitzondering van degenen die reeds de voordelen der
" bepalingen van bovenvermeld 1° genieten, de personen die
" tot werken ongeschikt zijn en die, krachtens de reglemen-
" tering betreffende de verplichte verzekering tegen ziekte
" en invaliditeit, een vergoeding van primaire ongeschiktheid
" tot werken of invaliditeit, voor rust bij bevalling genieten,
" of die krachtens dezelfde reglementering van het recht op
" deze vergoedingen uitgesloten zijn, alsmede de vrouwen, die
" in zwangerschap, het werk hebben onderbroken om ten vroegste
" van de vijfde maand af uit te rusten.

" Het bedrag van de compensatieuitkering is 2 frank per
" dag ongeschiktheid tot werken of per rustdag bij bevalling,
" in de zin van de reglementering betreffende de verplichte
" verzekering tegen ziekte en invaliditeit, wanneer het loon
" volgens hetwelk de vergoeding bepaald wordt, bij toepas-
" sing van de wet van 6 Juli 1948, verhoogd werd.

" Het bedrag van de compensatieuitkering is 4 frank per
" dag ongeschiktheid tot werken of per rustdag bij bevalling,
" wanneer het loon volgens hetwelk de vergoeding bepaald
" wordt niet krachtens deze wet verhoogd werd ".

Artikel 2.-

Dit besluit heeft gevolg met ingang van 1 Novem-
ber 1948.

Artikel 3.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en de
Minister van Economische Zaken en Middenstand zijn belast
met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,de

VANWEGE DE REGENT:

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

Etaient présents :

Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUTENS, président du Conseil d'Etat, Président

De Heren : voorzitter van de Raad van , Voorzitter
State

V. DEVAUX

, Conseillers d'Etat

M. SOMERHAUSEN

, Raadsheren van State.

, Assesseurs de la section de
législation

, Bijzitters van de afdeling
wetgeving.

G. PIQUET, greffier adjoint
adjunct-griffier

, Greffier,
, Griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle de

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van

M. SUTENS, président

de H. SUTENS, voorzitter

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Les corrections suivantes ont été apportées :

page 1 et 2 - remplacer "l'allocations compensatoires"

par "l'allocations compensatoires" (article 212)

page 3 - remplacer ligne 1 "allocations" et "allocations"

(s) G. PIQUET

(s) J. SUTENS.

Pour expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la
Prévoyance sociale

Voor uitgifte afgeleverd aan de H. Minister Arbeid